

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue Duroselle
16 000 Angoulême

Angoulême, le 20/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HM France Granulats

4 Place des Saisons
Tour Alto
92 400 Courbevoie

Références : 2026_14_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007201421

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement HM France Granulats implanté Les Maubatis-Les Combes-Les Romagnes etc 16110 La Rochette. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance (PAC) déposé en février 2025 par l'exploitant et de la prolongation d'un an de l'autorisation préfectorale d'exploiter qui a été délivrée le 4 novembre 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HM France Granulats
- Les Maubatis-Les Combes-Les Romagnes etc 16110 La Rochette
- Code AIOT : 0007201421
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter en date du 4 mars 2003 autorise la société Heidelberg Materials (anciennement GSM) à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire d'une superficie totale de 30 ha sur la commune de La Rochette, au lieu-dit « Les Carrières », pour une durée de 22 ans. Production maximale autorisée 350 000 t.

L'autorisation d'exploiter a été prolongée d'un an par arrêté préfectoral complémentaire du 4 novembre 2025.

Thèmes de l'inspection :

- Remise en état
- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registres et plans	Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 2.8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Caractéristiques de l'autorisation	Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.2	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Généralités	Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.4.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Remblayage	Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.3.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
6	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.5.1
8	Montant des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.9.1

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il a été constaté que :

- la configuration des lieux est sensiblement celle relevée à l'occasion de la dernière inspection de 2023, confirmant l'absence d'extraction depuis lors et une remise en état restant à achever
- les travaux et conditions d'exécution de remise en état observés sur site correspondent aux éléments et dispositions décrits dans le porter à connaissance (PAC) de février 2025, les opérations de mise en sécurité par démantèlement des installations étant en cours
- diverses parties d'installations restent à démonter/évacuer, principalement les débourbeur,

bascule, ferrailles de l'installation de traitement, décrotteur.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir missionné un bureau d'études dans le cadre du processus de cessation d'activité, et il estime que la remise en état et la cessation d'activité pourront être réalisés dans le cadre de la prolongation d'un an de l'autorisation délivrée le 4 novembre 2025.

À l'examen du PAC de février 2025, il apparaît que les modifications apportées à la remise en état de la carrière, bien que notables, ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement. Elles nécessitent toutefois d'être encadrées par arrêté préfectoral complémentaire, avec une modification des articles 1.4 (remise en état) et 1.9.1 (garanties financières) de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2003.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registres et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 2.8
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Un plan d'échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none">- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;- les bords de la fouille ;- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;- les zones remises en état ;- la position des ouvrages visés à l'article 2.7.2 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu des réglementations spéciales. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Le plan transmis daté de novembre 2023 ne correspond pas à la situation. En effet, il fait référence aux phases 4 et 5 alors que la phase 4 a été menée à terme et remblayée et que la phase 5 ne le sera pas en totalité du fait des évolutions demandées dans le PAC déposé en février 2025. De plus les installations de traitement sont en cours de démontage/évacuation. Enfin, figurent les zones de dépôt de déchets inertes extérieurs non pertinentes à faire apparaître sur ce plan (ces informations devant figurer dans un plan dédié).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un plan mis à jour correspondant à la situation à la date de l'inspection (novembre 2025).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, GEREP
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : La déclaration a bien été faite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Caractéristiques de l'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : L'épaisseur d'extraction maximale est de 40 mètres. Sous réserve du respect de cette épaisseur d'extraction, la cote minimale NGF du fond de la carrière est de 60 m NGF.
Constats : Selon le plan de 2023, les cotes ont été respectées (maximum 60 m NGF en zone Nord-Ouest et 62 m NGF en zone Est). L'exploitant a indiqué que les cotes de 2024-2025 sont identiques à celles de 2023 car il n'y a plus d'extraction depuis 2024. Ce point devra apparaître dans le plan à transmettre tel qu'indiqué dans le point de contrôle n° 1 ci-dessus.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Transmettre un plan mis à jour permettant de s'assurer qu'à la date de l'inspection les cotes sont respectées.
Type de suites proposées : 3 mois

N° 4 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : <p>Les fronts Nord-Ouest et Sud-Ouest seront talutés au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation. Le carreau de la carrière sera remblayé à la cote minimale de 68 NGF (selon la rédaction modifiée par l'arrêté du 19/7/2012), et en tout état de cause à une hauteur de 2 mètres au-dessus du niveau des eaux souterraines.</p> <p>Les talus, dès qu'ils auront atteint leur configuration définitive, seront replantés d'espèces locales, (chênes et charmillles), conformément aux indications figurant dans le dossier de demande d'autorisation.</p> <p>Le carreau de la carrière sera replanté dès la fin de la remise en état de la carrière, après démontage de l'installation de traitement, destruction des bâtiments et enlèvement des décombres.</p> <p>Les schémas d'exploitation et de remise en état sont annexés au présent arrêté.</p>
Constats : <p>Pour l'année 2024, aucune production de calcaire n'a été déclarée. L'exploitant indique que l'arrêt d'extraction anticipé ayant un impact sur les conditions de remise en état l'a conduit à déposer un porter-à-connaissance (PAC) le 13/02/2025, précisant les modifications envisagées.</p> <p>1) Ce PAC présente le site, les modifications envisagées et leur impact potentiel en comparaison de celui prévu initialement et comporte les documents associés suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• inventaires ornithologiques conduits en 2023 par l'Association Charente Nature sur les sites de La Rochette et de Maine-de-Boixe (16), exploités par Heidelberg Materials dans le cadre du programme de suivi des oiseaux des carrières de Nouvelle-Aquitaine• diagnostic écologique établi par le bureau d'études Evinerude• avis sur la remise en état du maire de la commune. <p>2) Le PAC de février 2025 apporte les renseignements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• en 2023, l'exploitant a constaté la présence sur site d'espèces protégées d'avifaune (Petit gravelot) et la reproduction d'un couple de Faucons pèlerin, avec fréquentation depuis 2021 d'individus de cette espèce• parallèlement, compte tenu du contexte économique local, de la situation géographique du site, de la qualité du gisement et des réserves disponibles, la société Heidelberg Materials ne souhaite pas poursuivre l'exploitation de cette carrière. Du gisement est encore en place dans le secteur Ouest, zone dans laquelle l'exploitation ne s'est pas poursuivie jusqu'à la cote minimale prévue dans l'arrêté préfectoral de 2003. De ce fait, les fronts et le carreau ne sont donc pas dans leur position finale initialement envisagée• une adaptation des dispositions relatives à la remise en état de la carrière découlant de ces éléments. Pour autant, les orientations données au réaménagement conserveront l'objectif principal de l'arrêté préfectoral de 2003, une restauration écologique et paysagère du site avec quelques aménagements :<ul style="list-style-type: none">◦ les parois rocheuses accueillant le Faucon pèlerin seront préservées. Si cela s'avère techniquement possible, les cavités dans la roche seront maintenues ou réalisées, la confection de vires étroites (petites terrasses) de quelques dizaines de centimètres pourront constituer des sites d'accueil pour certaines espèces d'oiseaux telles que le

Faucon crécerelle, le Moineau souldie, la Chouette effraie, ainsi que pour les Chiroptères

- les fronts Nord-Est et Sud-Ouest seront remblayés à l'aide de matériaux stériles marno-calcaires, de terres de découverte et de matériaux inertes extérieurs (au-dessus de la cote + 80 m NGF) en surface sur lesquels une recolonisation naturelle par la végétation est en cours
- le carreau sera remblayé à l'aide de matériaux stériles marno-calcaires et de terres de découverte jusqu'à une cote moyenne de 68 m NGF et sera maintenu à l'état minéral. Une pelouse pionnière pourra se développer naturellement. Il sera modelé pour être légèrement en pente vers le Nord-ouest pour que les eaux de ruissellement puissent s'écouler vers les points bas, permettant l'accumulation d'eau favorable à la biodiversité
- le secteur boisé à l'Est avec sa mare sera maintenu en l'état
- les arbres morts à proximité des fronts de taille seront conservés
- les clôtures et merlons végétalisés bordant le site (présence d'espèces protégées et/ou patrimoniales telles que l'Azuré du Serpolet, le Hérisson d'Europe, les chiroptères et des espèces du cortège semi-ouvert pour l'avifaune), seront conservés
- les plantations d'espèces locales, (chênes et charmilles) sur les talus n'auront pas lieu. Elles seront remplacées par :
 - des secteurs laissés nus permettant la mise en place d'une pelouse pionnière (secteurs Nord-ouest, Sud et carreau), cet habitat associé à des mares temporaires est favorable à la biodiversité : amphibiens, chiroptères, faune dont principalement l'avifaune avec des espèces comme le Petit Gravelot déjà identifié sur ces habitats sur le site
 - la mise en place de friches et prairies au Sud, favorables à l'Ascalaphe soufré et plus généralement aux lépidoptères. Secteur qui abrite déjà dans sa partie Sud-Est cette faune spécifique
 - au Sud, les plantations de Robinier faux acacia réalisées en 2010 seront retirées, l'espèce étant considérée exotique envahissante en Nouvelle Aquitaine depuis 2015
- sur le plan de la mise en sécurité du site, la plupart des dispositions prévues dans le dossier initial d'autorisation seront conservées, à savoir :
 - rectification, purge et remise en état des fronts de taille conservés en tenant compte de l'érosion des bords de l'excavation,
 - maintien des merlons végétalisés en périphérie du site et des merlons de sécurité en bordure de fronts de taille,
 - maintien de la clôture périphérique et du portail d'accès au site,
 - pose d'une signalétique du risque de chute,
 - dépose et évacuation de tous les équipements tels que les installations de traitement, le pont bascule, le bâtiment avec la cuve GNR, le séparateur à hydrocarbures, le laveur de roues
 - sécurisation des bureaux permanents, de l'atelier et de la plateforme étanche qui seront maintenus, de même que les anciens broyeur et crible, transformés en mémorial doté d'un panneau expliquant l'ancienne vie du site
- les modifications envisagées sont compatibles avec le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) et le plan local d'urbanisme (PLU)
- l'avis sur la remise en état du maire de la commune de La Rochette a été sollicité et celui-ci

s'est prononcé par avis du 11/02/2025 (avis favorable).

3) Lors de l'inspection, il a été constaté que :

- la configuration des lieux est sensiblement celle relevée à l'occasion de la dernière inspection de 2023, confirmant l'absence d'extraction depuis lors et une remise en état restant à réaliser,
- les travaux et conditions d'exécution de remise en état observés sur site, correspondent aux éléments et dispositions décrits dans le dossier, les opérations de mise en sécurité par démantèlement des installations étant en cours
- diverses parties d'installations restent à démonter-évacuer, principalement le débourbeur, la bascule, des ferrailles de l'installation de traitement, le décrotteur de roues.

Par ailleurs, l'exploitant a indiqué avoir missionné un bureau d'études dans le cadre du processus de cessation d'activité et estime que la remise en état et le processus pourront être réalisés dans le cadre de la prolongation d'un an de l'autorisation délivrée le 4 novembre 2025.

4) Vu les constats de terrain et l'examen du dossier (aucun allongement de la durée d'autorisation, pas d'approfondissement de l'exploitation, pas d'augmentation du tonnage maximum autorisé, pas de modification des rubriques autorisées ni de changement dans la gestion des déchets d'extraction de la carrière ou de l'affectation des différentes zones), il apparaît que les modifications apportées, bien que notables ne sont pas substantielles au sens de l'article R. 181-46-I du code de l'environnement.

Le sujet du devenir des piézomètres a été évoqué, l'exploitant envisage de les conserver. Ce point est également mentionné au point de contrôle n° 7 portant sur le suivi des eaux souterraines.

Les résultats des dernières analyses des eaux souterraines sont toutefois attendus de la part de l'exploitant.

L'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 7 novembre 2003 (dans sa rédaction de 2012), qui encadre la remise en état de la carrière, doit être modifié pour prendre en compte le PAC de l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place les dispositifs adaptés de façon à éviter tout accident sur les zones où des équipements seront conservés. L'accès à l'ancien broyeur/crible sera neutralisé pour éviter le risque de chute.

L'exploitant transmet les résultats des dernières analyses des eaux souterraines.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Remblayage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Remblayage
Prescription contrôlée : Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux, y compris les eaux souterraines. Lorsqu'il est réalisé avec apport de matériaux extérieurs, Ceux-ci doivent être préalablement triés de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes. Seuls les déblais de terrassement sont admis en apport extérieur, à l'exclusion de tout déchet de démolition. La quantité d'apports extérieurs est limitée à 20 000 tonnes par an (selon la rédaction modifiée par l'arrêté du 19/7/2012). Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur quantité, leurs caractéristiques. Ce document atteste la conformité des matériaux à leur destination. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Les véhicules venant déposer des remblais empruntent un chemin qui leur est réservé, au Sud de l'installation de traitement, jusqu'à la zone de dépôt. Un porter à connaissance devra être transmis à la Préfecture. Il devra contenir, a minima, les raisons de la demande de modification, le nouveau projet de remise en état.
Constats : Selon l'exploitant les derniers apports de matériaux extérieurs remontent à 2023. Ce qui est confirmé dans la déclaration GERE 2024. Selon l'exploitant le plan d'exploitation permet de localiser ces déchets entrants. Or, ce plan est imprécis et ne fait apparaître que 3 zones de stockage de déchets extérieurs à la carrière (zones A, B, C).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit un plan cartographiant les zones concernées par l'apport de déchets extérieurs à la carrière accompagné de l'extraction du registre mentionnant la liste, la provenance des déchets de la dernière année de leur accueil (année 2023) ainsi que leur localisation respective pour chacune des 3 zones et la profondeur d'enfouissement correspondante (en m NGF).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : [...] La quantité maximale journalière d'eau prélevée dans les 2 forages est limitée à 50 m ³ / j pour un débit instantané maximal de 10 m ³ /h (selon la rédaction modifiée par l'arrêté du 19/7/2012) Les points et conditions de prélèvement des eaux dans le milieu naturel sont précisés ci-après : — Un point de pompage à proximité du hangar et de la cuve de fioul. Ce point sera aménagé de manière à ce qu'un déversement accidentel de fioul ne puisse pas pénétrer dans le trou permettant le pompage. — Un point de pompage à proximité de l'installation de traitement des matériaux, pour l'humidification de ceux-ci. Chaque installation de prélèvement d'eau sera munie d'un dispositif de mesure totaliseur agréé ; le relevé sera fait chaque mois, et les résultats seront inscrits sur un registre. Annuellement, l'exploitant fera part à l'inspecteur des installations classées et au service en charge de la police du milieu du lieu de prélèvement, de ses consommations d'eau.[...]
Constats : L'exploitant indique qu'il n'y a plus de prélèvements d'eau depuis 2023 correspondant à la fin d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
Prescription contrôlée : Un suivi du niveau des eaux souterraines est réalisé de manière hebdomadaire, dans trois piézomètres : — piézomètres N° 1 et 2 repérés sur le plan page 34 du dossier de demande d'autorisation — un piézomètre N°3, à créer selon les règles de l'art à proximité du point A repéré sur ce même plan. Le niveau de chaque piézomètre est noté sur un registre, de manière à pouvoir établir les courbes d'évolution du niveau. Un suivi de la qualité de l'eau est réalisé annuellement dans le piézomètre aval en période de hautes eaux. Les paramètres analysés sont les suivants : MES, DCO, potentiel d'oxydo-réduction, résistivité, métaux lourds totaux, Hydrocarbures totaux. Les résultats sont notés sur un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les analyses d'eaux du 15 février 2023 portant sur les prélèvements effectués sur le piézomètre PZ2 (aval hydraulique). Ces analyses ne font pas ressortir de valeurs anormales sur les paramètres mesurés.</p> <p>Les derniers prélèvements pour analyse ont été effectués récemment. L'exploitant est en attente des résultats.</p> <p>Le sujet du devenir des piézomètres a été évoqué, l'exploitant envisage de les conserver. Ce point est également mentionné au point de contrôle n° 4 portant sur le PAC lié aux modifications de remise en état.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit les résultats des dernières analyses des eaux souterraines.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Montant des garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/11/2003, article 1.9.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Garanties Financières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 1.9.1 résultant de la rédaction de l'AP du 19/07/2012 : [...]. Les montants des garanties permettant d'assurer la remise en état de la carrière, pour chaque période, sont : [...] 2019 – 2023 : 502 094 € 2024 – 2025 : 298 382 €.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a informé par courriel l'inspection qu'il a prévu de prolonger d'un an les garanties financières afin de couvrir l'année supplémentaire d'autorisation demandée et accordée par arrêté préfectoral complémentaire du 04/11/2025 pour un montant actualisé de 374 445 €.</p> <p>L'exploitant a transmis en préfecture le 02/12/2025 le document attestant de ces garanties.</p> <p>L'article 1.9.1 de l'arrêté de 2003 doit être complété pour encadrer cette modification sur les garanties financières.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>